
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51061

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

entnehmen, daß selbst mächtige Wirtschaftsverbände wie die Federation of British Industries den außenpolitischen Kurs nur in einem sehr engen Rahmen beeinflussen konnten. Die konservative Regierung bediente sich der Wünsche, Anregungen und Forderungen, die Repräsentanten der Industrie, des Handels und der Banken regelmäßig im Board of Trade Advisory Council vortrugen, zwar durchaus als Entscheidungshilfen, beugte sich aber keineswegs dem Diktat von Interessengruppen. Häufig gingen die Vorstellungen der einzelnen Branchen auch viel zu weit auseinander, als daß sie in eine kohärente Politik hätten umgesetzt werden können. Letztlich blieb es also der Regierung vorbehalten, die permanenten und vitalen Interessen des Landes zu definieren und nach außen hin zu vertreten.

An dieser Stelle erscheint allerdings ein Vorbehalt angebracht. Wirtschaftsinteressen besaßen für die Handelsnation England zweifellos einen hohen Stellenwert, aber sie gaben selten allein den Ausschlag und sollten stets vor dem Hintergrund des traditionellen Konzepts der »balance of power« gesehen werden. Die verschärfte Haltung gegenüber der Regierung Poincaré ab Mitte 1923 läßt sich mit »der Sorge vor einer Wirtschaftsdepression im Winter 1923/24« (S. 212) nur unzureichend erklären. Vielmehr resultierte der Kurswechsel ganz wesentlich aus der Überzeugung, Frankreich wolle das kontinentale Machtgleichgewicht zerstören und strebe eine hegemoniale Stellung an. In diesem Zusammenhang kommen die sicherheitspolitischen und territorialen Fragen bei Dohrmann zu kurz oder werden – wie die Teilung Oberschlesiens – völlig ausgeblendet. Bei einer derart verengten Perspektive kann die vom Titel geweckte Erwartung nicht eingelöst werden, zumal auch die Rolle der kleinen Partner wie Belgien oder der osteuropäischen Staaten weitgehend im Dunkeln bleibt. Es steht deshalb zu hoffen, daß die Frage nach der Verschränkung von Wirtschaftsinteressen und Außenpolitik zumindest bis zur Weltwirtschaftskrise weiterverfolgt und überdies auch auf andere europäische Länder ausgedehnt wird.

Jürgen HEIDEKING, Tübingen

Jürgen HEIDEKING, *Areopag der Diplomaten. Die Pariser Botschafterkonferenz der alliierten Hauptmächte und die Probleme der europäischen Politik 1920–1931*, Husum (Matthiesen) 1979, 382 S. (Historische Studien, 436).

Les traités de paix de 1919–1920, malgré le volume des documents, ne pouvaient pas régler d'une manière satisfaisante les innombrables problèmes que posaient la fin de la guerre et surtout ses causes qui, en 1918, n'étaient pas aussi réduites que l'opinion publique mondiale l'aurait espéré. Il fallait donc prolonger l'œuvre de pacification et de redressement politique et économique de l'Europe. Dans ce but, les hommes d'Etat ont créé trois instruments de direction, de discussion et de contrôle: d'abord le Conseil suprême interallié qui, comme on le sait, existait déjà depuis la fin de la guerre et qui se réserva l'examen des problèmes essentiels à discuter au cours de ses réunions périodiques; l'invasion franco-belge dans le bassin de la Ruhr en 1923 mit fin à cette forme de »diplomatie de conférence«. En second lieu, depuis 1920, la S.D.N. ne servait pas également d'outil de garantie de la victoire, même si sa méthode de travail et son leitmotiv de sécurité collective lui conféraient un aspect bien différent du premier et surtout du dernier de ces instruments, à savoir la Conférence des ambassadeurs – objet du livre en question.

Les ambassadeurs de Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon, puis de Belgique, présidés par Jules Cambon, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, se réunissaient 327 fois à Paris, de 1920 à 1931. Ce nombre extraordinaire de réunions indique déjà le caractère spécifique de cette institution dont le but principal était de veiller à la stricte exécution des traités et notamment de celui de Versailles. Dans leur volonté perfectionniste de tout prévoir et diriger, les Alliés devaient nécessairement surveiller leurs adversaires d'autrefois le plus longtemps et le plus

parfaitement possible. D'où l'idée de permanence de la Conférence des diplomates et le grand appareil auxiliaire de secrétariat et de commissions spéciales dont le Comité militaire du Maréchal Foch dépassait de loin tous les autres. Par contre, les relations entre les ambassadeurs et la Commission des réparations ainsi que la Haute Commission Interalliée des territoires rhénans n'étaient pas réglées d'une manière aussi nette.

Malgré sa compétence quasi universelle – c'est pour cela que l'auteur a choisi comme titre »l'aréopage des diplomates« –, cette Conférence permanente a été négligée par les historiens aussi bien allemands qu'étrangers. M. Heideking est, en effet, le premier à présenter une étude volumineuse et détaillée qui s'appuie presque exclusivement sur les résolutions et protocoles des réunions, car depuis les années soixante-dix le matériel d'archive est, finalement, devenu accessible au public. Sa thèse de doctorat, présentée en 1978 à la Faculté de lettres de Tübingen, traite à fond toutes les questions concernant cette institution. La première partie nous montre les personnages, le fonctionnement ainsi que les relations entre la Conférence et le Reich. Les deux parties suivantes nous donnent un rapport scrupuleux des deux thèmes prépondérants des réunions, à savoir celui de la réorganisation territoriale de l'Europe et celui du désarmement, du contrôle militaire et des sanctions interalliées.

Un compte-rendu détaillé de tous les résultats du livre de M. Heideking nous entraînerait trop loin. Par contre le bilan final semble mériter quelques remarques. L'auteur nous assure que c'étaient les ambassadeurs qui, en dernière analyse, ont mis les traités en œuvre sans pouvoir éviter leur prompt échec à partir de la crise économique mondiale. Si cette constatation paraît convainquante, la raison que M. Heideking allègue pour expliquer ce naufrage inattendu l'est moins, à savoir les dissonances anglo-françaises. Car cela supposerait la réelle possibilité d'une sorte de dictature de ces deux puissances sur l'Europe centrale. Il nous semble cependant que l'auteur s'est parfois laissé séduire par les formules qu'il trouvait partout dans ses sources. Certes, les ambassadeurs, avec leur fort esprit de corps, tendaient à souligner le désaccord anglo-français et à ignorer les conséquences du changement fondamental que subit le monde contemporain; ils étaient les témoins d'une époque passée où régnait la diplomatie secrète plutôt que les représentants de régimes démocratiques au temps de la »nationalisation des masses«. Sans doute, l'aréopage des ambassadeurs ne voyait pas suffisamment qu'il offensait perpétuellement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il négligea l'impossibilité, pour la Grande-Bretagne, de renoncer à la politique d'apaisement et il ignora la marée montante du révisionnisme. L'auteur, bien sûr, se rend compte de tous ces arguments, mais une accentuation plus forte des problèmes fondamentaux des relations internationales lui aurait évité de suivre de trop près l'autoportrait de la Conférence des ambassadeurs. Ce cercle exclusif risquait de plus en plus de perdre le contact avec les conditions nouvelles de la vie politique, tandis que les ministères des affaires étrangères observaient le monde diplomatique d'une manière plus réaliste. A Londres par exemple, on comprenait très bien, en novembre 1930, le caractère désuet des discussions sur le rapport final du désarmement allemand. Au Foreign Office, Sir Orme Sargent écrit à Ralph Wigram: »... I am in principle all in favour of getting rid of German disarmament as soon as possible. It is beginning to look as though we will have finished only just in time before the discussion on rearmament begins. It certainly would be somewhat incongruous if simultaneously German disarmament was being discussed in Paris and German rearmament in Geneva!« (p. 313).

Christof DIPPER, Düsseldorf